

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1155/Add.8
26 juin 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels
portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au
30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements
en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil
économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Afghanistan	2
Bulgarie	3

AFGHANISTAN

/20 juin 1974/

Par les décrets 1, 2 et 3, en date du 28 juillet 1973, la République afghane proclamée le 17 juillet 1973, a maintenu en vigueur les dispositions de la Constitution de 1964 relative aux droits économiques, sociaux et culturels.

Depuis l'instauration de la République, le Gouvernement afghan s'est attaché tout particulièrement à améliorer et à étendre les droits économiques, sociaux et culturels du peuple afghan.

Pendant la période considérée, les mesures législatives ci-après, visant à assurer les droits économiques, sociaux et culturels de la population, ont été adoptées :

1. Un règlement du 27 juin 1973 prévoit la fixation d'un salaire minimum. Bien que ce salaire minimum ne soit que de 15 dollars des Etats-Unis par mois environ, il est supérieur au revenu estimatif par habitant. En outre, un amendement à la loi portant réglementation du travail de 1971, en date du 7 octobre 1971, a limité à huit heures en hiver et neuf heures en été le nombre minimum d'heures de travail effectuées dans les entreprises industrielles.
2. La loi du 4 mars 1971 sur les pâturages a contribué à la protection de l'environnement et a fourni des emplois à ceux dont les moyens d'existence dépendent des revenus tirés de l'élevage du bétail. Aux termes de ladite loi les pâturages ne peuvent être vendus, transférés ou mis en culture. Cette loi protège aussi les forêts qui ont une valeur à la fois esthétique et commerciale.
3. La loi sur les fonctionnaires et la loi du 10 mars 1971 sur les agents contractuels prévoient des conditions de travail équitables, le droit à la promotion, à la sécurité, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés, ainsi qu'une rémunération équitable dans les limites des ressources financières du gouvernement.
4. Une nouvelle loi sur le mariage du 8 août 1971 renforce et protège les liens de famille dans le cadre du droit islamique. Elle exige le consentement de la mariée au contrat de mariage et prévoit une procédure garantissant la sauvegarde de ses droits. Elle interdit aussi à des parents de la mariée d'accepter de l'argent ou des objets de valeur en contrepartie de leur consentement au mariage.
5. La loi du 21 mars 1972 portant réglementation de la profession d'avocat, et la loi du 6 mars 1973 relative aux poursuites et châtimement des individus coupables de corruption aident à garantir et à sauvegarder les droits de l'homme conformément à la loi, en améliorant et en facilitant le processus d'application de la loi de façon équitable et juste.

/...

BULGARIE

21 mai 1974

Au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, un certain nombre de lois et autres instruments normatifs ont été adoptés dans la République populaire de Bulgarie; ils représentent une étape nouvelle du droit socialiste humanitaire et sont l'expression de l'importance attachée par l'Etat à la reconnaissance et à l'exercice des droits et libertés réels du citoyen bulgare dans le domaine économique, social et culturel.

Au cours de la période susmentionnée (et plus précisément en 1971) l'Assemblée nationale de la République populaire de Bulgarie a approuvé une nouvelle constitution. La constitution énonce les principes de base relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels des citoyens comme suit :

Article 35. 1) Tous les citoyens de la République populaire de Bulgarie sont égaux devant la loi.

2) Aucun privilège ou limitation fondé sur la nationalité, l'origine, la religion, le sexe, la race, l'éducation, la condition sociale et l'état de fortune n'est admis.

3) L'Etat garantit l'égalité des citoyens en créant les conditions et possibilités leur permettant d'exercer leurs droits et d'accomplir leurs devoirs.

4) Toute incitation à la haine ou à l'humiliation pour des raisons raciales, de nationalité ou de religion est interdite et punie par la loi.

Article 36. Les hommes et les femmes de la République populaire de Bulgarie jouissent de droits égaux.

Article 37. La mère bénéficie d'une protection et d'une sollicitude particulières de la part de l'Etat, des organisations économiques et sociales, qui lui garantissent des congés avant et après l'accouchement, avec maintien du salaire, la gratuité des soins médicaux et obstétricaux, l'accueil dans une maternité, des conditions de travail facilitées ainsi que l'extension du réseau de crèches, d'entreprises assurant des services courants et de services de restauration.

Article 38. 1) Le mariage et la famille sont placés sous la protection de l'Etat.

2) Seul le mariage civil est valable.

3) Le mari et la femme ont des droits et des obligations égaux dans le mariage et la famille. Les parents ont le droit et l'obligation de veiller à l'éducation de leurs enfants et de les élever dans l'esprit du communisme.

4) Les enfants nés hors du mariage jouissent des mêmes droits que les enfants légitimes.

/...

Article 39 1) L'éducation des enfants dans l'esprit du communisme est un devoir de la société tout entière.

2) La famille, les écoles, les autorités de l'Etat et les organismes publics veillent au développement intellectuel, moral, esthétique, culturel et physique des jeunes, leur assurant une formation professionnelle et un enseignement général.

3) Les jeunes bénéficient d'une protection particulière.

Article 40 1) Les citoyens ont droit au travail.

2) Chaque citoyen a le droit de choisir librement son emploi.

3) L'Etat garantit le droit au travail en développant le système social et économique socialiste.

Article 41 1) La rémunération est fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni.

2) Les travailleurs ont droit à travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité assurées grâce aux réalisations de la science et de la technique.

Article 42 1) Les citoyens ont droit au repos.

2) Le droit est assuré par la réduction des heures de travail sans réduction de la rémunération et sans violation des autres droits du travail, par l'octroi de congés annuels payés et par la création d'un vaste réseau de maisons de repos, de clubs, de bibliothèques, de clubs culturels et autres services pour les loisirs et l'étude.

Article 43 1) Les citoyens ont droit à des prestations d'assurance, à des pensions et à une aide en cas de perte de la capacité de travail, de maladie, d'accident, de maternité, d'invalidité, de vieillesse ou de décès ainsi que pour l'éducation des enfants; ils ont droit également à bénéficier d'une aide dans les cas prévus par la loi.

2) Ce droit est assuré par l'intermédiaire du régime commun d'assurances sociales, les fonds nécessaires étant imputés sur le budget national.

3) Les assurés participent à la gestion des assurances sociales.

Article 44. L'Etat et la société assurent une protection spéciale aux mineurs, aux invalides et aux vieillards sans famille ou dont la famille ne prend pas soin.

Article 45. 1) Tout citoyen a droit à l'enseignement gratuit dispensé dans des établissements d'enseignement de toutes sortes et tous niveaux selon les modalités fixées par la loi.

- 2) Les écoles sont gérées par l'Etat.
- 3) L'enseignement est fondé sur les réalisations de la science moderne et l'idéologie marxiste-léniniste.
- 4) L'instruction primaire est obligatoire.
- 5) L'Etat crée les conditions nécessaires à la généralisation de l'enseignement secondaire.
- 6) L'Etat encourage l'instruction, améliore les conditions générales de fonctionnement des établissements scolaires, octroie des bourses d'études et encourage les étudiants particulièrement doués.
- 7) Les ressortissants non bulgares ont le droit d'étudier leur langue maternelle, l'enseignement de la langue bulgare étant toutefois obligatoire.

Article 46 1) Ces activités créatrices dans les domaines de la science, des arts et de la culture servent le peuple et se déroulent dans l'esprit du communisme.

2) L'Etat veille tout particulièrement au développement des sciences, des arts et de la culture en créant des instituts d'enseignement supérieur, de recherche, des maisons d'édition, des bibliothèques, des musées, des galeries d'art, des théâtres, des cinémas, des studios de radio et de télévision.

Article 47 1) L'Etat veille tout particulièrement à la santé publique en organisant des services et des instituts médicaux et prophylactiques.

2) L'Etat et les organismes publics propagent au sein du peuple l'enseignement de l'hygiène et encouragent le développement de la culture physique et du tourisme.

3) Tout citoyen a droit aux soins médicaux gratuits.

4) La santé des enfants et des jeunes de 16 à 18 ans bénéficie de la sollicitude particulière de l'Etat et des organisations publiques.

Article 52 1) Les citoyens bulgares ont le droit de créer des organisations à buts politique, professionnel, culturel, artistique, scientifique, religieux, sportif et autres buts non économiques.

2) Les citoyens ont le droit de s'associer au sein de coopératives pour se livrer conjointement à des activités économiques.

3) Les organisations qui tendent à détruire l'ordre socialiste et les droits du peuple de la République populaire de Bulgarie ou qui propagent une idéologie fasciste ou toute autre idéologie antidémocratique, sont interdites.

4) Les organisations publiques et les coopératives peuvent s'associer en groupements."

Il ressort des dispositions susmentionnées que tous les citoyens sont égaux devant la loi. L'exercice de leurs droits et la jouissance de leurs privilèges ne sont assortis d'aucune limitation. Les droits au travail, au repos, aux congés payés, à la réduction des heures de travail, aux assurances sociales, à des pensions et à une aide en cas de perte de la capacité de travail, de maladie, d'accident, de maternité, d'invalidité, de vieillesse ou de décès ainsi que pour l'éducation des enfants sont énoncés dans la constitution. Les citoyens ont droit à l'enseignement gratuit dans les établissements d'enseignement de tous types et tous niveaux. Les mères bénéficient de la protection et de la sollicitude particulières de l'Etat, des organisations économiques et publiques, et cette sollicitude s'exprime par le congé de maternité garanti avant et après l'accouchement avec maintien du salaire, la gratuité des soins médicaux obstétriques, l'accueil dans des maternités, des conditions de travail plus faciles, l'extension du réseau de crèches, etc.

Tout citoyen a droit à des soins médicaux gratuits.

Nombre de lois et de décrets ont précisé les modalités d'application de ces principes généraux. C'est ainsi qu'en application du décret No 7 du Conseil des ministres et du Conseil central des syndicats bulgares, en date du 13 mars 1973, - et compte tenu de la situation des entreprises, branches et organisations - la semaine de travail a été ramenée à cinq jours et la journée a été abrégée dans 13 districts en 1973, dans 13 autres en 1974 - la réduction des heures de travail devant être un fait accompli dans l'ensemble du pays en 1975.

Aux termes de la loi portant amendement du Code du travail publiée dans la Gazette de l'Etat, No 53/1973, les droits ci-après ont été octroyés aux mères afin de leur permettre de se consacrer à l'éducation de leurs enfants en bas âge :

a) Octroi d'un congé supplémentaire à toute mère, y compris la mère adoptive, qui en fait la demande, pour lui permettre de s'occuper d'enfants en bas âge qui n'ont pas été placés dans une crèche publique ou toute autre institution pour les enfants; la durée de ce congé est la suivante : six mois pour le premier enfant; sept mois pour le deuxième enfant; huit mois pour le troisième enfant et six mois pour tout enfant supplémentaire. Pendant cette période la mère reçoit un salaire minimum mensuel de 80 leva qui lui est versé par la caisse d'assurances sociales de l'Etat;

b) Conformément à l'article 61 du Code du travail la mère a droit à un congé sans traitement pour s'occuper d'un enfant âgé de moins de trois ans, ce congé étant considéré comme une période de travail effectif.

Avec la loi de 1973 confiant aux syndicats bulgares le contrôle de la protection de la main-d'oeuvre et le décret No 15 du Conseil des ministres et du

Conseil central des syndicats bulgares améliorant encore le dispositif de protection de la main-d'oeuvre, les syndicats bulgares se sont vus confier l'entière responsabilité de la protection de la main-d'oeuvre.

L'amendement au Code du travail et le décret visant à encourager la natalité de 1973 prévoient, dans le domaine de la sécurité sociale, les avantages nouveaux ci-après :

a) Pour les personnes ayant travaillé pendant la période minimum (de trois mois à trois ans), augmentation des indemnités versées en cas d'incapacité temporaire due à la maladie qui passent de 60 p. 100 à 70 p. 100 du montant de la rémunération.

b) Octroi aux mères désirant s'occuper d'un enfant en bas âge d'un congé payé d'une durée de six, sept et huit mois respectivement pour le premier, deuxième et troisième enfant. Ce congé commence immédiatement après le congé de grossesse et d'accouchement (congé de maternité payé). Pendant ledit congé, la mère reçoit une indemnité d'un montant correspondant au salaire minimum (80 leva).

c) Augmentation de la durée du congé payé octroyé en cas de maladie d'un enfant de moins de 16 ans, qui passe de 30 à 60 jours par année civile. L'indemnité versée aux mères s'occupant d'un enfant malade de moins de sept ans a été portée à 100 p. 100 de la rémunération.

d) Les femmes seules ayant un enfant à charge de moins de deux ans bénéficient d'une protection spéciale : versement d'une allocation mensuelle correspondant au salaire minimum lorsque la mère ne travaille pas ou prend un congé sans traitement pour pouvoir s'occuper de son enfant.

Lorsqu'elle travaille, la mère a droit également à une allocation correspondant à la moitié du salaire minimum.

Les avantages susmentionnés s'appliquent également aux travailleurs des coopératives qui ont été assurés en vertu du règlement spécial à court terme régissant les assurances sociales des membres des coopératives agricoles.

Les ouvriers du bâtiment sont prioritaires pour l'attribution d'un permis de résidence, d'un logement, etc., depuis d'ordonnance No 510 du bureau du Conseil des ministres, en date du 3 novembre 1970, relative aux prestations, primes et privilèges de ces travailleurs.

Aux termes de l'ordonnance 261 du bureau du Conseil des ministres, en date du 3 juillet 1972, garantissant la mise en oeuvre des programmes de construction de logements, de crèches et de jardins d'enfants prévues pour le sixième plan quinquennal et l'amélioration de l'offre de logements pour la population, les pouvoirs publics et les conseils populaires sont tenus d'allouer 50 p. 100 des logements construits pour le compte de l'Etat aux jeunes ménages et aux travailleurs directement employés à la production de biens matériels.

Aux termes de l'ordonnance No 41, en date du 13 août 1973, portant réglementation de l'octroi de crédits à la construction, les mères de moins de 26 ans ayant deux enfants à charge ont droit à un prêt à court terme, etc.

Aux termes du décret No 26 du Conseil des ministres en date du 2 novembre 1970, les entreprises ont le droit de construire et de vendre à leurs travailleurs des appartements payables par versements échelonnés financés par des sommes prélevées sur le fonds destiné aux "activités sociales et culturelles" et par les apports des ouvriers et employés.

Aux termes de l'ordonnance No 385 du 24 juillet 1971, le comité exécutif du conseil populaire de la ville de Sofia et les conseils populaires régionaux du territoire de la capitale où sont situés les institutions scientifiques et les instituts d'études supérieures sont tenus d'accorder la priorité à la construction dans les zones appropriées, de logements pour les professeurs et de pavillons pour les étudiants faisant des études universitaires supérieures et les travailleurs scientifiques.

L'arrêté No 130 du bureau du Conseil des ministres du 20 juin 1973 réglemente le port de vêtements de travail et d'uniformes par les travailleurs et employés.

En 1971 des normes sanitaires ont été établies en matière de bruit et de vibrations dans les locaux des entreprises de production, les laboratoires, les lieux de travail exigeant une forte concentration, etc. Ces normes s'appliquent à tous les citoyens.

Pendant la même année des normes ont été établies pour la tension physique imposée aux travailleurs et pour les dispositions à respecter sur le plan de l'hygiène, de la physiologie et de l'ergonomie en vue d'une organisation rationnelle du lieu de travail et des tâches.

En 1971 la liste des professions donnant droit à des congés supplémentaires pour cause d'insalubrité des conditions de travail a été élargie.

En conséquence, les travailleurs employés à la production de caoutchouc synthétique, de fibres synthétiques, de matières plastiques, etc., ont droit à un congé supplémentaire d'une durée de quatre à dix jours.

Pendant la même année, de nouvelles normes sur la concentration maximale de substances nocives dans l'air sur les lieux de travail (il s'agit de 284 normes élaborées pour les substances toxiques) ainsi que des normes de température, d'humidité relative et de vitesse de déplacement de l'air dans les lieux de travail, ont été approuvées.

En 1972, des normes sanitaires applicables aux activités impliquant une exposition à des rayonnements de corps radio-actifs ont été approuvées et en 1973 la liste de produits nocifs pour la production desquels il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans a été élargie.

En 1973, le Conseil des ministres a adopté un arrêté pour la protection de l'environnement.

En vertu d'une décision du Conseil des ministres de 1973, du thé et du café doivent être mis gratuitement à la disposition des mineurs et des travailleurs affectés à des équipes de nuit.

Le décret réglementant la fabrication de produits nocifs a été amendé en 1973 en particulier en ce qui concerne les produits pour la fabrication desquels l'emploi de main-d'oeuvre féminine est interdite.

Aux termes d'un décret du Conseil des ministres de 1974 arrêtant les mesures préventives en faveur des travailleurs exposés à des rayonnements de corps radio-actifs et les privilèges qui leur sont octroyés, ces derniers bénéficient d'une journée de travail de cinq ou six heures, de repas gratuits, de congés supplémentaires, etc.

L'arrêté No 271 du Comité de la coordination économique du 15 juillet 1969 fixe les paramètres techniques de l'environnement du travail et leurs conséquences économiques.

Aux termes du décret No 15 du Conseil des ministres et du Conseil central des syndicats, daté du 12 mai 1973, des mesures ont été prises pour améliorer encore la protection de la main-d'oeuvre.

En même temps, le Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie et le Conseil central des syndicats bulgares ont approuvé un certain nombre d'instruments normatifs visant à améliorer encore le bien-être matériel de la population laborieuse du pays. Un salaire minimum d'un montant de 80 leva a été fixé en 1973. Les salaires des personnes affectées à des travaux souterrains ont été relevés de 26 p. 100 et ceux du personnel enseignant dans les instituts et collèges d'enseignement supérieur et ceux du personnel scientifique des académies ont été relevés de 22,5 p. 100; les salaires des travailleurs des coopératives agricoles d'Etat, ceux des employés de commerce et ceux de certaines catégories de travailleurs des transports et communications ont été relevés également.
